

# **La droite, l'environnement et le développement durable : incantations, productivisme et libéralisme**

*Nicolas Sarkozy : "l'homme n'est pas une marchandise comme les autres" !!!*

Le programme de l'UMP en matière d'environnement et de développement durable est à l'image de son action depuis 5 ans : paroles, paroles... Qu'il s'agisse du Président de la République, du Premier ministre ou du Président de l'UMP, les dirigeants de la droite se sont tous fait une spécialité des discours grandiloquents et des conversions écologistes annoncées à grand renfort de plan média.

Au-delà, la réalité est beaucoup plus prosaïque, et les mesures proposées par l'UMP sont dans la lignée de l'action entreprise depuis 5 ans : des incantations nombreuses pour l'affichage, qui font de Nicolas Sarkozy le champion du politiquement correct en matière d'écologie, et des recettes éculées pour la pratique.

Alors que l'urgence écologique implique une action publique résolue et une modification radicale de nos modes de production et de consommation, l'UMP persiste à vouloir faire du marché l'alpha et l'oméga de l'économie y compris en voulant lui faire jouer le rôle de supplétif des politiques publiques qu'elle n'a eu de cesse de démanteler depuis 5 ans, et s'entête dans une vision productiviste particulièrement périlleuse en matière agricole par exemple.

## **Une stratégie d'affichage**

Le programme de l'UMP contient quelques mesures intéressantes : politique "d'achats publics systématiquement éco-responsables", redevance pour l'utilisation du réseau routier et autoroutier par les camions, ou mise en avant des circuits courts et verdissement de la fiscalité par exemple.

Il s'agit malheureusement d'une stratégie éprouvée conduite par les différents gouvernements successifs : les propositions les plus ambitieuses sont avancées pour créer un effet d'annonce, qu'il s'agisse d'éventuels péages urbains, de la taxe sur le contenu carbone des produits industriels importés depuis des pays hors Protocole de Kyoto annoncés récemment, ou du bonus-malus sur les véhicules neufs, annoncé en fanfare en juin 2004.

Au lendemain du battage médiatique et de l'illusion ainsi créés, ces annonces connaissent malheureusement toujours le même destin : elles sont abandonnées sans autres formes de procès.

## **Du bilan au programme**

Il est intéressant de constater que l'unique mesure mise en avant par l'UMP en guise de bilan est le vote de la charte de l'environnement imposé par le Président Chirac. C'est normal, c'est bien la seule avancée dont peut éventuellement se targuer la droite et encore n'a-t-elle été suivie d'aucun effet pratique.

Pour le reste, l'action des différents gouvernements et des différents Ministres de l'environnement se caractérise d'abord et avant tout par de multiples reculs devant les lobbies de tous ordres, qu'il s'agisse de l'énergie, des OGM, de l'eau ou de la lutte contre le changement climatique.

## **Un bilan consternant et des lobbies tout puissants**

Le bilan de la droite sur ce sujet est réellement consternant :

- loi sur l'eau vidée de son contenu, plan climat sans mesure contraignante et nouveau Plan national d'allocation des quotas d'émission pour les industriels encore plus laxiste,
- affaiblissement politique du ministère de l'environnement et réduction très forte de ses crédits (dont ADEME), suppression des subventions aux transports collectifs en site propre,
- construction d'un nouveau réacteur nucléaire EPR sans débat ni perspectives fortes pour les énergies renouvelables, filière éolienne entravée par des obstacles administratifs accrus.

- discrédit international avec l'équipée du Clémenceau au mépris de la Convention de Bâle sur les déchets dangereux...
- laisser-faire et projet de loi au service des producteurs en matière d'OGM, absence de volonté et de moyens en matière de préservation de la biodiversité.

### **Changement climatique : la France ridiculisée**

On ne peut qu'être dubitatif quand l'UMP affirme que "la lutte contre le changement climatique est la priorité des priorités". Depuis cinq ans, c'est tout le contraire qui a été fait. La droite a régulièrement démantelé les outils de la politique publique, sabré les budgets et affaibli des structures aussi essentielles que l'ADEME ou la Mission interministérielle de l'effet de serre.

Elle a présenté un plan climat sans moyens et sans ambition, et s'est encore récemment ridiculisée avec son plan national d'allocation des quotas en présentant à Bruxelles une copie particulièrement indigente et indigne du devoir d'exemplarité de la France dans ses engagements nationaux, comme dans son devoir de solidarité internationale.

### **Transports : un vrai tête-à-queue impossible à prendre au sérieux**

La distance entre le programme de l'UMP, et sa pratique depuis 5 ans est particulièrement flagrante en matière de transports :

Des transports collectifs à l'abandon : suppression des crédits prévus par l'Etat pour financer les transports collectifs en site propre ; désengagement continu de l'Etat concernant la SNCF et recul constant du service public ferroviaire ; désengagement de l'Etat des contrats de plan, dans le financement des infrastructures et dans l'entretien du réseau ; filialisation de nombreux services ; suppression de liaisons voyageurs ; suppression du transport des marchandises par voie ferrée pour de nombreuses firmes ; transferts sans compensation de grandes lignes aux régions ; appropriation par l'Etat du produit des ventes de patrimoine de RFF.

Toujours plus de routes : la droite a mis en œuvre un plan de développement du transport routier des marchandises, a donné la priorité aux investissements routiers par rapport aux transports en commun et a privatisé les autoroutes. L'UMP a donc beau jeu de prôner maintenant des transports non polluants ou le développement des transports collectifs, après avoir fait le contraire pendant cinq ans.

### **Energie et agriculture : productivisme à tout crin**

Pour une fois fidèle à la politique conduite par ses gouvernements, qui ont fait le choix absurde de construire l'EPR, l'UMP veut conforter l'énergie nucléaire en renouvelant le parc. Elle va ainsi complètement à l'encontre des aspirations de la population et de la nécessité largement reconnue de diversifier nos modes de production de l'électricité.

De plus, le programme ne dit pas un mot des questions liées à la sécurité et de l'épineux problème des déchets, se contentant de mettre en avant le droit d'information des citoyens sur le nucléaire, comme si cela ne devrait pas d'ores et déjà être le cas...

Les biocarburants sont présentés par l'UMP comme la solution miracle pour les transports et une source d'espoir pour notre agriculture. Au-delà des questions de fond sur les mérites réels des biocarburants qui restent à débattre, cette vision est caractéristique de la pensée de la droite française en ce qu'elle consiste à substituer un productivisme à un autre.

Aujourd'hui, ce n'est pas de cela dont l'agriculture a besoin mais plutôt d'une rupture avec le modèle productiviste au profit d'une agriculture de qualité et de proximité, et d'un développement de l'agriculture biologique. Plus que d'une nouvelle production chimérique, c'est d'abord la reconnaissance et la valorisation de leurs différents rôles, économique bien sûr, mais aussi social et écologique, dont les paysans ont besoin, notamment par le retour à une contractualisation intelligente.

### **OGM et biodiversité**

Le programme de l'UMP explique que « le service rendu par les OGM n'est toujours pas probant au regard des risques et des inquiétudes qu'ils soulèvent. » C'est pourtant une politique diamétralement opposée à cette affirmation qu'a conduite l'UMP depuis 2002.

Après le moratoire longtemps appliqué en Europe à l'instigation du gouvernement Jospin, les reculades successives des gouvernements de droite ont favorisé la dissémination dans de nombreux endroits en France et conduit 19 régions de France à voter contre les essais OGM en plein champ.

Le projet de loi sur les OGM a ainsi été élaboré sous l'emprise des grandes firmes multinationales pour faire la part belle à la brevetabilité du vivant et au libéralisme effréné de la production agricole de masse. Ce projet présenté par le gouvernement Villepin-Sarkozy, n'était rien d'autre qu'un projet d'autorisation des OGM, exonérant de toute responsabilité les firmes productrices d'OGM, plutôt que la simple transposition de la directive européenne attendue depuis longtemps.

Le paragraphe du programme de l'UMP consacré la biodiversité est d'ailleurs révélateur de ces incohérences puisque celle-ci n'est traitée que sous l'angle de la menace climatique alors même que les trois questions les plus prégnantes sont :

1. l'étalement urbain, qui menace les espaces naturels et n'est même pas évoqué dans le programme de l'UMP, pas plus que l'aménagement durable du territoire et les politiques publiques qu'il nécessite, ce qui n'est guère étonnant quand on sait que l'UMP a supprimé la DATAR pour en faire une délégation à la compétitivité.
2. la colonisation des milieux par des espèces importées ou des organismes génétiquement modifiés,
3. le pillage des ressources des pays en développement et le brevetage du vivant par des multinationales aux visées strictement mercantiles.

### **Santé-environnement**

L'UMP prétend faire de la santé environnementale une de ses préoccupations majeures et semble découvrir un sujet qu'elle a jusqu'ici traité avec une légèreté coupable comme en témoigne son attitude en matière d'OGM, sa complaisance en matière de pesticides dans le projet de loi sur l'eau ou la multiplication des chausse-trappe à l'encontre du projet de directive REACH.

Le gouvernement était allé jusqu'à présenter un plan santé-environnement dont la mesure phare, le fameux bonus-malus à l'achat des véhicules neufs était abandonné au bout de quatre jours, montrant bien le niveau réel de préoccupation de la droite sur ce sujet.

### **Marché ou environnement: l'UMP choisit : c'est plus de marché et moins d'environnement**

Cette contradiction récurrente entre les discours et les actes est le produit d'un antagonisme profond entre le discours de l'UMP sur ce sujet et sa vision de la société et de l'économie. L'enjeu écologique ne peut être déconnecté des méfaits d'un système économique qui tend à généraliser la concurrence, le recours au marché et au secteur privé dans tous les domaines.

L'analyse des socialistes sur ce sujet les distingue fortement de l'UMP. Pour nous, le marché, qui cherche à vendre toujours plus et plus vite, n'est sûrement pas l'acteur le plus efficace pour conduire le combat écologique.

Or si l'UMP reconnaît qu'il nous faut " choisir maintenant une société de la modération" elle voudrait nous faire croire que ce sont le marché et la concurrence à tout crin qui vont nous y conduire. Les socialistes pensent au contraire que la nécessité d'une vision de long terme justifie pleinement l'existence d'entreprises publiques et de politiques publiques.

Il n'y aura de vraies percées écologiques que sur la base de régulations publiques fortes, que ce soit dans les domaines de l'énergie, de l'habitat (plan pour l'habitat écologique), des transports (développement du ferroutage et des transports collectifs) ou de l'urbanisme. Or cette approche est radicalement antinomique avec celle de l'UMP.

**Pour conclure on pourrait donc affirmer que, si la pratique a montré l'indigence de l'UMP en matière d'environnement et de développement durable, la vision du monde et de l'économie défendue par Nicolas Sarkozy ne peut que faire craindre le pire à tous ceux qui comme nous sont réellement des écologistes convaincus.**